

CREDIT ET SERVICES FINANCIERS - CRESERFI -

Société Anonyme au capital de 56 406 136 euros
Siège social : 9, rue du Faubourg Poissonnière - 75009 PARIS
303 477 319 R.C.S. PARIS
Exercice social du 01/01/2020 au 31/12/2020
Comptes annuels approuvés par l'A.G.O. du 27 mai 2021

BILAN AU 31 DECEMBRE 2020 (en euros)

ACTIF	31/12/2020	31/12/2019
Caisse, banques centrales	15,80	20,00
Créances sur établissement de crédit : à vue	64 703 369,81	45 601 712,36
Créances sur la clientèle.....	31 880 945,19	34 314 705,87
Obligations et autres titres à revenu fixe.....	15 320 694,09	18 655 642,71
Actions et autres titres à revenu variable	11 606 111,69	40 971 206,13
Participations et activités de portefeuille.....	25 701 616,06	9 590 653,40
Immobilisations incorporelles	4 783 625,27	1 930 677,64
Immobilisations corporelles	13 324 708,58	13 218 995,94
Autres actifs.....	10 167 302,27	13 032 981,01
Comptes de régularisation	174 301,95	207 168,99
TOTAL ACTIF	177 662 690,72	177 523 764,05

PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
Opérations avec la clientèle	3 496 419,19	3 927 344,02
Dettes subordonnées, dépôts à caractère mutuel ..	28 774 635,49	28 630 972,08
Fonds pour risques bancaires généraux.....	5 945 511,67	5 945 511,67
Provisions	1 599 713,41	1 486 145,42
Capitaux propres hors FRBG.....	129 669 800,65	128 928 674,85
- Capital souscrit	56 406 136,00	56 406 136,00
- Réserves	72 522 538,85	71 073 680,01
- Résultat de l'exercice	741 125,80	1 448 858,84
Autres passifs	7 384 614,57	7 806 918,71
Comptes de régularisation	791 995,74	798 197,30
TOTAL PASSIF	177 662 690,72	177 523 764,05

HORS-BILAN	31/12/2020	31/12/2019
Engagements donnés	99 651 729,27	101 249 571,42
- Engagements de garantie : engagements d'ordre de la clientèle.....	99 551 729,27	101 099 571,42
- Autres engagements : engagement de versement donné à la fondation CSF.....	100 000,00	150 000,00
Engagements reçus : engagements de garantie : garanties reçues d'établissements de crédit.....	8 850,00	8 850,00

COMPTE DE RESULTAT (en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts et produits assimilés.....	1 020 668,23	1 739 539,38
Intérêts et charges assimilés	335,67	0,00
Revenus des titres à revenu variable	789 119,42	319 355,12
Commissions (produits)	24 146 431,37	27 415 197,68
Commissions (charges)	49 658,23	53 690,36
Gains, pertes s/op. des portef. placement et ass. ...	600 214,02	373 612,94
Autres produits d'exploitation bancaire	3 063 642,41	3 555 128,48
Autres charges d'exploitation bancaire	77 770,82	134 150,68
PRODUIT NET BANCAIRE	29 492 310,73	33 214 991,36
Charges générales d'exploitation.....	27 477 913,62	30 871 809,32
Dot. aux amort. et aux prov. s/immob. inc. et corp.	1 264 124,72	1 297 862,49
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION.....	750 272,39	1 045 319,55
Coût du risque.....	- 771,67	- 34 235,41
RESULTAT D'EXPLOITATION.....	749 500,72	1 011 084,14
Gains ou pertes sur actifs immobilisés.....	152 345,30	1 017 026,04
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT.....	901 846,02	2 028 110,18
Résultat exceptionnel	86 811,78	- 30 553,34
Impôt sur les bénéfices	- 247 532,00	- 548 698,00
RESULTAT NET	741 125,80	1 448 858,84

ANNEXE.

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 177 389 216,54 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un bénéfice net de 741 125,80 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020. Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 08/04/2021. Les comptes sont présentés en conformité avec le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

I - METHODES COMPTABLES UTILISEES ET INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES. 1. **Méthodes comptables utilisées.** Les comptes sont établis suivant les règles d'évaluation énoncées dans le Code de commerce et celles fixées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables. Dérogations aux principes généraux ou réglementaires : Néant. 2. **Changement de modalité d'application.** Aucun changement n'a été apporté aux méthodes comptables au cours de l'exercice 2020. 3. **Informations complémentaires.** a) **Société en participation.** Le Crédit Social des Fonctionnaires (CSF) est une association créée en 1955, dont l'objet social a toujours été de permettre à ses membres d'accéder au crédit, à l'épargne, à l'assurance et à toutes sortes de services en vue d'améliorer leur qualité de vie. En 1974, avec différents partenaires financiers, le CSF a créé CRESERFI, société financière, dont l'objet principal est de se porter caution au titre de prêts accordés aux adhérents du CSF. L'association CSF et la société financière CRESERFI ont constitué une SEP dans laquelle elles mettent en commun l'ensemble de leurs produits et charges d'exploitation. Cette SEP a été élargie en avril 2004 en intégrant CSF ASSURANCES avec effet rétroactif au 01/01/2004. Au sein de la SEP, les rôles sont répartis de la façon suivante : au CSF, l'action et l'information auprès des fonctionnaires, de leurs administrations, et des partenaires de l'économie sociale ; à CRESERFI, la distribution des crédits, la garantie des prêts, la gestion et le recouvrement. CSF ASSURANCES agissant en tant que courtier gestionnaire d'assurances. Sur les

plans fonctionnel et hiérarchique, l'organisation des différentes entités composant la SEP est entièrement partagée. Conformément aux statuts de la SEP, depuis l'année 2012, nous appliquons une clé de répartition proportionnelle à l'ensemble des entités de la SEP. Pour l'année 2020, cette clé se répartit à 53,92 % pour CRESERFI, 13,93 % pour CSF ASSOCIATION et 32,15 % pour CSF ASSURANCES. Sur le plan juridique, la SEP, qui n'a pas de personnalité morale, ne produit d'effets qu'entre ses associés. Vis-à-vis des tiers, chaque associé contracte en son nom personnel et se trouve seul engagé. Du point de vue de l'impôt, la SEP est soumise aux mêmes obligations qu'une société commerciale. Toutefois, son résultat étant intégralement réparti entre le CSF, CSF ASSURANCES et CRESERFI, la SEP ne supporte pas d'impôt sur les sociétés. Pour la contribution économique territoriale, la déclaration est faite au nom de CRESERFI pour le compte de la SEP. Tous les produits et charges courants, hormis les amortissements et provisions, se rapportant à l'activité commune des trois entités, ont été mis en commun. Le résultat de la SEP est ensuite réparti entre les trois associés en vertu des principes suivants : CSF, CSF ASSURANCES et CRESERFI apportent la jouissance de l'ensemble de leurs moyens relatifs à leurs activités courantes ; à l'exception des produits et charges propres définis dans les statuts de la SEP ou par décision des Conseils d'administration respectifs, chacun transfère à la SEP les produits et charges mis en commun ; le résultat de la SEP est réparti sur la base de la clé proportionnelle calculée chaque année. Le compte de résultat d'un associé fait apparaître les produits et les charges que lui-même a perçus ou supportés, ainsi que le solde net qui lui est dû (produit) par les autres associés, ou dont il leur est redevable (charge). Le tableau ci-dessous reprend les produits et les charges transférés à la SEP par chacun des associés. Le résultat de la SEP est passé de 3 409 491,54 en 2019 à 693 007,01. Les charges transférées par chacun des associés se sont élevées à la somme de 53 028 255,38 euros contre 53 939 578,93 euros en 2019. Les produits apportés par les associés se sont élevés à la somme de 53 721 262,39 euros contre 57 349 070,47 euros en 2019. Il y a lieu de rappeler que l'importance des produits apportés par CRESERFI se justifie par le fait que l'imputation primaire des produits relatifs à l'activité de crédit est comptabilisée chez CRESERFI et ce en conformité avec la législation sur les opérations bancaires et financières. CRESERFI perçoit également une rémunération au titre de la présentation des contrats groupe d'assurance des emprunteurs. Au final, la quote-part (produit) de CRESERFI sur le résultat de la SEP s'élève en 2020 à 373 669,38 euros. **Compte de résultat SEP CSF-CRESERFI-CSFA (en euros).**

Exercice 2020	Total	Transféré par		
		CSF	CRESERFI	CSFA
Produits	53 721 262,39	7 892 292,69	27 052 749,50	18 776 220,20
Charges	53 028 255,38	17 755 105,63	28 767 156,24	6 505 993,51
RESULTAT.....	+ 693 007,01	- 9 862 812,94	- 1 714 406,74	+ 12 270 226,69

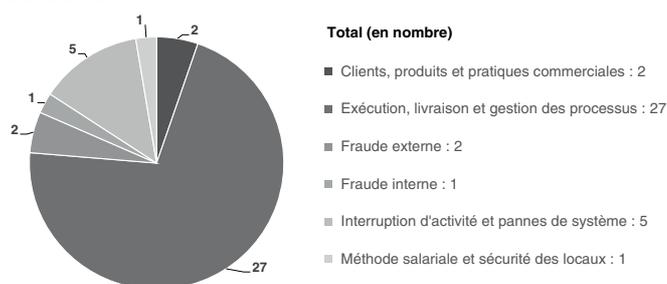
Répartition du résultat de la SEP CSF-CRESERFI exercice 2020. Résultat de la SEP, SEP : 693 007,00, CSF : 96 535,87, CRESERFI : 373 669,38, CSFA : 222 801,75, Quote-part CRESERFI à recevoir de la SEP, CSF : 2 088 076,12. b) **Calcul et enregistrement des intérêts de retard et pénalités au titre des créances douteuses.** Le logiciel de recouvrement mis en œuvre depuis l'exercice 1999 intègre le calcul, l'enregistrement et le suivi des accessoires au même titre que la créance en principal. Conformément au principe de prudence et à l'exigence formulée par l'Autorité de contrôle prudentiel, les soldes des comptes de « créances douteuses rattachées » font l'objet d'un provisionnement intégral. Cette provision n'est toutefois déductible de la base imposable qu'à hauteur de 81,15 %. Les intérêts de retard sont calculés par le logiciel conformément à la réglementation (art. 1254 du Code civil). Au 31/12/2020, le montant des intérêts de retard et pénalités comptabilisés en produits s'élève à 135 455,48 euros. c) **Fonds pour risques bancaires généraux.** Le montant de la provision a été maintenu au cours de l'exercice. Elle s'élève à 5 945 511,67 euros. d) **Engagements de retraite.** L'engagement de l'indemnité de fin de carrière pour les salariés du CRESERFI s'élève à 2 065 694,00 euros. La provision comptabilisée à fin décembre 2020, correspondant à la différence entre la valeur totale de l'engagement et la valeur du contrat d'assurance « SwissLife », s'élève à 1 252 113,10 euros. Les probabilités de présence dans l'entreprise à 67 ans pour les employés et pour les cadres ont été calculées par tranche d'âge. En supposant que la population couverte reste inchangée, le fonds serait suffisant pour servir les prestations théoriques. 4. **Le risque de crédit.** a) **Définitions. Encours sain.** Ensemble des prêts ne présentant pas d'impayés et prêts dont le nombre d'impayés est inférieur à une échéance pour les prêts personnels ou inférieur à trois échéances pour les prêts immobiliers hypothécaires. **Encours sain restructuré à des conditions hors marché.** Prêts ayant été renégociés à des conditions hors marché, ne présentant aucune échéance impayée et ne faisant pas l'objet d'une procédure de surendettement. Aucun encours ne correspondait à ces critères au 31/12/2020. **Encours douteux.** Prêts personnels ayant au moins une échéance impayée et prêts immobiliers ayant au moins trois échéances impayées ou prêts en procédure de surendettement non déchu du terme et dont les modalités du plan de remboursement sont respectées. **Encours douteux compromis.** Ensemble des prêts faisant l'objet d'une procédure contentieuse et prêts en situation de surendettement présentant un impayé dans les livres de CRESERFI. **Coût du risque.** Le poste « coût du risque » comprend les dotations et reprises sur dépréciations des créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres d'investissement à revenu fixe (en cas de risque de défaillance avérée de l'émetteur), les provisions sur engagements hors-bilan (hors instruments financiers de hors-bilan), les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que les autres mouvements de provisions sur risque de contrepartie et passifs éventuels liés à ces postes. Par exception, sont classés au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables ou récupérations de créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses. b) **Règles relatives à la segmentation des encours.** Les encours sont répartis entre prêts financés et prêts cautionnés et par type de Fonds Mutuels de Garantie auxquels ils sont rattachés. Prêts financés : prêts personnels financés par CRESERFI. Prêts cautionnés par CRESERFI : prêts personnels d'une durée inférieure ou égale à 36 mois ; prêts personnels et immobiliers sans hypothèque d'une durée supérieure à 36 mois ; prêts conventionnés ; prêts immobiliers hypothécaires. c) **Règles relatives aux créances douteuses. Règles de déclassement.** Les prêts faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont classés dans l'encours douteux compromis. Les prêts immobiliers hypothécaires ou non ne présentant pas d'impayés mais ayant été restructurés à la suite d'une procédure de surendettement sont classés dans l'encours douteux et ce quelles que soient les conditions de taux de la restructuration. **Règles de contagion.** La contagion a pour but d'affecter à un dossier le niveau de risque le plus haut des dossiers détenus par le foyer de l'emprunteur ou du co-emprunteur. 1) Si incident sur un des prêts sain ou douteux compromis, l'encours total de l'emprunteur est reclassé en douteux compromis ; 2) Si incident sur un des prêts sain ou douteux, l'encours total de l'emprunteur est reclassé en douteux ; 3) Si incident sur un des

prêts douteux ou douteux compromis, l'encours total de l'emprunteur est reclassé en douteux compromis. **Règles d'enregistrement des intérêts sur créances douteuses.** Les intérêts de retard sur créances impayées sont comptabilisés dans le poste intérêts et produits assimilés. CRESERFI a maintenu la comptabilisation des intérêts de retard pour les créances faisant l'objet d'une procédure contentieuse. **d) Instruments de réduction des risques. Limitation de la garantie.** CRESERFI plafonne sa garantie pour la quasi-totalité de sa production. Pour chaque établissement prêteur et par catégorie de prêts, la garantie donnée est plafonnée pour chaque génération annuelle de production. **e) Règles de provisionnement. Probabilité de passage au contentieux.** A partir des flux d'impayés, enregistrés par niveau de gravité sur une période déterminée, est calculée la probabilité qu'un dossier, ayant eu, au cours d'une période de référence, un ou plusieurs impayés, devienne contentieux. Cette probabilité est calculée ainsi : Flux du risque contentieux sur la période/Flux du risque par niveau sur la période. Pour chaque créance douteuse, le risque est le risque total représenté par la somme du solde débiteur et du capital restant dû non échu. **Détermination du risque pondéré.** A chaque arrêté comptable, pour chaque type de financement et sur la base du stock des impayés par niveau, est déterminé le risque pondéré moyen. Ce dernier étant obtenu en appliquant au risque total de chaque niveau les différents taux de probabilité de passage au contentieux. **Calcul de la perte potentielle.** Pour les prêts personnels, le taux de perte estimé est déterminé à partir de l'analyse des récupérations effectuées sur les dossiers entrés dans une procédure contentieuse depuis janvier 2000. Pour chaque année d'entrée au contentieux, le taux de récupération réel obtenu en fin d'exercice est calculé. Le taux de récupération potentiel est obtenu en calculant la différence entre le taux de récupération constaté et le taux de récupération maximal obtenu sur les dossiers entrés au contentieux depuis 2000. Pour les prêts immobiliers, l'analyse est faite dossier par dossier pour les prêts faisant l'objet d'une procédure contentieuse. Le niveau de récupération est calculé à partir de la valeur estimée du bien, du stade d'avancement de la procédure de recouvrement et de la solvabilité financière du client. Ce calcul de provision dossier par dossier est utilisé également pour les prêts auxquels l'emprunteur a fait appel à la commission de surendettement. Pour les prêts personnels cautionnés, et compte tenu des sommes déjà récupérées, les calculs effectués ont permis d'arrêter le taux de provisionnement à : 95,99 % pour les prêts personnels cautionnés depuis 2006 au contentieux ; 100,00 % pour les prêts personnels courts termes cautionnés au contentieux ; 79,38 % pour les prêts personnels moyens termes cautionnés au contentieux. En ce qui concerne les prêts immobiliers, les taux moyens de provisionnement des dossiers ressortent à : 39,18 % pour les dossiers contentieux ; 67,47 % pour les dossiers en surendettement. Pour les prêts personnels financés, les taux moyens de provisionnement des dossiers ressortent à 51,47 %. **Détermination des provisions. Prêts avec Fonds Mutuel de Garantie (FMG).** Pour chaque catégorie de prêts, la perte potentielle est comparée au FMG brut (dépôts sur prêts en cours + retenues mutualistes sur prêts). **Prêts sans Fonds Mutuel de Garantie. CRESERDIRECT.** Encours sain en impayés, Risque total : 115 224, Encours douteux, Risque total : 144 918, Provision : 40 781, Encours douteux compromis, Risque total : 599 640, Provision : 285 514, Total, Risque total : 859 782, Provision : 326 295. **Crédit permanent.** Encours douteux, Risque total : 4 147, Provision : 472, Encours douteux compromis, Risque total : 61 470, Provision : 28 952, Total, Risque total : 65 617, Provision : 29 424. Provisions sur créances douteuses rattachées : conformément à la réglementation bancaire, les intérêts de retard sur créances douteuses sont intégralement provisionnés. Une partie de cette provision est néanmoins réintégrée fiscalement. **f) Informations sur les encours. Encours bruts globaux. 2020.** Prêts immobiliers : 538 788 835, Prêts financés : 23 131 175, Total : 561 920 010. **Encours bruts globaux par échéance finale du prêt.** Prêts immobiliers, A moins de 3 mois : 1 986 945, A moins de 1 an : 1 293 395, A moins de 3 ans : 9 578 777, A moins de 5 ans : 22 001 138, A moins de 10 ans : 98 848 249, A plus de 10 ans : 405 080 332, Total : 538 788 835, Prêts financés, A moins de 3 mois : 116 583, A moins de 1 an : 1 628 937, A moins de 3 ans : 10 179 824, A moins de 5 ans : 8 925 086, A moins de 10 ans : 2 271 327, A plus de 10 ans : 9 417, Total : 23 131 175, Total, A moins de 3 mois : 2 103 528, A moins de 1 an : 2 922 332, A moins de 5 ans : 19 758 601, A moins de 10 ans : 30 926 224, A moins de 10 ans : 101 119 576, A plus de 10 ans : 405 089 749, Total : 561 920 010. **Encours douteux.** Prêts immobiliers : 4 212 937, Prêts financés : 82 837, Total : 4 295 774. **Encours douteux par échéance finale du prêt.** Prêts immobiliers, A moins de 3 mois : 141 523, A moins de 1 an : 26 286, A moins de 3 ans : 15 559, A moins de 5 ans : 264 526, A moins de 10 ans : 344 382, A plus de 10 ans : 3 420 662, Total : 4 212 937, Prêts financés, A moins de 1 an : 5 785, A moins de 3 ans : 43 618, A moins de 5 ans : 33 434, Total : 82 837, Total, A moins de 3 mois : 141 523, A moins de 1 an : 32 071, A moins de 3 ans : 59 177, A moins de 5 ans : 297 960, A moins de 10 ans : 344 382, A plus de 10 ans : 3 420 662, Total : 4 295 774. **Encours douteux compromis.** Prêts immobiliers : 13 034 541, Prêts financés : 13 830, Total : 13 048 371. **Encours douteux compromis par échéance finale du prêt.** Prêts immobiliers, A moins de 3 mois : 291 975, A moins de 1 an : 5 331, A moins de 3 ans : 52 808, A moins de 5 ans : 147 498, A moins de 10 ans : 1 163 925, A plus de 10 ans : 11 373 003, Total : 13 034 541. Prêts financés, A moins de 1 an : 2 376, A moins de 3 ans : 7 453, A moins de 5 ans : 4 000, Total : 13 830, Total, A moins de 3 mois : 291 975, A moins de 1 an : 7 708, A moins de 3 ans : 60 262, A moins de 5 ans : 151 498, A moins de 10 ans : 1 163 925, A plus de 10 ans : 11 373 003, Total : 13 048 371. **Encours avec garantie limitée.** Prêts immobiliers et Total, Sain : 474 899 719, Douteux : 4 115 038, Douteux compromis : 12 878 486, Total : 491 893 243. **g) Risque par génération, gestion du risque de crédit. Les prêts personnels.** Sur la partie financée (prêts personnels), un risque de crédit qui demeure maîtrisé sur un encours limité : des encours constitués d'une part importante de prêts bonifiés présentant un risque de défaillance amoindri ; des durées et des montants moyens inférieurs aux standards ; un processus d'octroi centralisé au sein d'une cellule engagements dédiée sans délégation pour le réseau commercial ; un outil de score spécifique pour l'attribution de prêts personnels. **Typologie des prêts immobiliers cautionnés.** CRESERFI continue d'intervenir uniquement auprès des adhérents du CREDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES. La population bénéficiant de la caution CRESERFI est très similaire d'années en années. Il s'agit de fonctionnaires en phase d'accès à la propriété essentiellement des primo accédants. Sur l'exercice 2020, les prêts à taux fixe représentent la quasi-totalité de la production cautionnée. **La politique de recouvrement.** Le recouvrement amiable reste la solution préconisée pour recouvrer les échéances impayées auprès des adhérents du CSF. Ainsi, chaque adhérent du CSF en situation difficile est contacté par le service de recouvrement de CRESERFI qui, après une analyse de sa situation financière, des causes de l'impayé, propose une solution dans l'intérêt de l'emprunteur et de CRESERFI. A défaut de solution amiable, CRESERFI a développé un réseau d'auxiliaires de justice avec l'aide desquels les saisis sur salaires et saisis sur attribution sont privilégiés. Les procédures de saisies immobilières ne sont utilisées qu'en dernier recours et généralement pour inciter l'adhérent du CSF à rechercher une solution amiable. **L'évolution des encours risqués.** Au 31/12/2020, le risque total

recensant tous les crédits présentant un solde débiteur est de 18 054 Keuros. **h) Créances passées en pertes et récupérations sur créances amorties.** Le tableau ci-dessous montre que les passages en pertes nettes constatés sur l'exercice représentent globalement 0,30 % du stock de prêts présentant un solde impayé.

	Pertes enregistrées	Annulation de pertes	Pertes nettes
Prêts personnels cautionnés.....	141 023,56	56 505,50	84 518,06
Prêts personnels financés.....	139 514,80	52 155,57	87 359,23
Prêts permanents cautionnés.....	5 839,91	15 044,47	- 9 204,56
Prêts immobiliers cautionnés.....	261 189,14	23 458,79	237 730,35
TOTAL	547 567,41	147 164,33	400 403,08

5. Le risque de taux. CRESERFI finance les prêts personnels d'une durée comprise entre 12 et 84 mois ou les oriente vers ses partenaires. En 2020, la production CRESERDIRECT s'est élevée à 10,9 Meuros contre 9,8 Meuros en 2019. Pour financer ces prêts, CRESERFI a utilisé sa trésorerie propre. CRESERFI n'a plus de ligne de refinancement depuis 2012. **6. Le risque opérationnel.** Dans le cadre de la réglementation de Bâle II concernant les risques opérationnels, CRESERFI a fait le choix de retenir la méthode « Indicateur de Base ». Néanmoins, depuis 2005, CRESERFI recense les déclarations de risques opérationnels constatés au sein de chaque direction. Au cours de cette année, 38 risques opérationnels ont été déclarés.



II - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN, DU HORS-BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT (en euros).

1 - LE BILAN. 1.1. Les immobilisations. Les immobilisations figurent au coût historique diminué des amortissements cumulés, calculés sur la durée d'utilisation estimée des actifs concernés, selon la méthode linéaire. **Ventilation des immobilisations et mouvements de l'exercice.**

Etat de l'actif immobilisé en valeur brute	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions	Cessions, mises hors sce	Transfert	Valeur brute à la fin de l'exercice
Immob. inc.....	4 881 575,84	2 927 820,09	0,00	0,00	7 809 395,93
Immob. corp. dt. - Immob. corp. d'exploitation.....	31 550 001,34	1 365 438,62	448 359,16	0,00	32 467 080,80
Immob. corp. hors expl.....	19 563 060,64	950 937,84	447 121,35	- 63 267,90	20 003 609,23
TOTAL	11 986 940,70	414 500,78	1 237,81	63 267,90	12 463 471,57
TOTAL	36 431 577,18	4 293 258,71	448 359,16	0,00	40 276 476,73

Etat des amortissements sur immobilisations	Amort. au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Cessions ou mises hors sce	Amort. cumulés à la fin de l'exer.
Immob. incorporelles.....	2 950 898,20	74 872,46	0,00	3 025 770,66
Immob. corporelles dont.....	18 331 005,40	1 189 252,26	377 885,44	19 142 372,22
- Immob. corp. d'expl.....	11 460 269,46	990 611,41	376 647,63	12 074 233,24
- Immob. corp. hors expl.....	6 870 735,94	198 640,85	1 237,81	7 068 138,98
TOTAL	21 281 903,60	1 264 124,72	377 885,44	22 168 142,88

Etat des provisions sur immobilisations. Néant.

Etat de l'actif immobilisé en valeur nette	Valeur brute à la fin de l'exercice	Amort. cumulés à la fin de l'exer.	Valeur nette à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles.....	7 809 395,93	3 025 770,66	4 783 625,27
Immobilisations corporelles dont.....	32 467 080,80	19 142 372,22	13 324 708,58
- Immob. corporelles d'exploitation.....	20 003 609,23	12 074 233,24	7 929 375,99
- Immob. corporelles hors exploitation.....	12 463 471,57	7 068 138,98	5 395 332,59
TOTAL	40 276 476,73	22 168 142,88	18 108 333,85

1.1.1. Immobilisations incorporelles. Logiciels informatiques, Valeurs brutes : 3 425 663,65, Amortissements : 3 025 770,66, Valeurs nettes : 399 892,99, Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles, Valeurs brutes et nettes : 4 383 732,28, Total, Valeurs brutes : 7 809 395,93, Amortissements : 3 025 770,66, Valeurs nettes : 4 783 625,27.

1.1.2. Immobilisations corporelles	Valeurs brutes	Amort. et provisions	Valeurs nettes
Affectées à l'activité :			
- Terrains, constructions, agencements	18 263 155,07	10 783 822,72	7 479 332,35
- Autres immobilisations.....	1 670 233,93	1 290 410,52	379 823,41
- Immobilisations en cours.....	70 220,23	-	70 220,23
TOTAL	20 003 609,23	12 074 233,24	7 929 375,99
Non affectées à l'activité			
- Terrains, constructions, agencements	10 959 945,28	7 068 138,98	3 891 806,30
- Immobilisations en cours.....	1 503 526,29	-	1 503 526,29
TOTAL	12 463 471,57	7 068 138,98	5 395 332,59
TOTAL	32 467 080,80	19 142 372,22	13 324 708,58

1.1.3. Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements et des provisions. En application du règlement 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, le calcul des amortissements est effectué sur la base de la durée d'utilisation et selon le système linéaire. Les durées d'utilisation pratiquées sont : Structures : 40 ans, Clos et couverts : 30 ans, Lots techniques : 15 ans, Aménagements intérieurs : 5 à 10 ans, Gros matériel informatique : 5 ans, Mobilier de bureau : 5 à 10 ans, Matériel de bureau : 5 ans, Logiciels : 8 ans. **1.2. Les titres.** Le portefeuille-titres ne comporte que des titres de placement. **Ventilation et évaluation du portefeuille titres.**

Portefeuille titres	Prix d'acquisition	Prix de remboursement	Prix de marché ou prix de remb.	Différence avec prix de remb.	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Dépréciations	Valeur nette comptable
Obligations et autres tit. à revenu fixe :								
- Non cotés et émis par d'aut. émetteurs...	15 001 403,12	15 001 403,12	15 001 403,12	0,00	0,00	0,00	0,00	15 001 403,12
- Créances rattachées.....	14 947,19	-	-	-	-	-	-	14 947,19
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	15 016 350,31
Actions et autres titres à revenu variable :								
- Cotés.....	7 002 844,35	7 033 059,05	7 033 059,05	30 214,70	30 214,70	0,00	0,00	7 002 844,35
- DEXCAPI / ARKEA.....	4 603 267,34	4 848 505,80	4 848 505,80	245 238,46	245 238,46	0,00	0,00	4 603 267,34
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	11 606 111,69
Participations et activités de portefeuille :								
- Titres immobilisés IDES.....	22 867,35	22 867,35	22 867,35	0,00	0,00	0,00	0,00	22 867,35
- Titres immobilisés INEA.....	1 568 481,05	1 736 670,00	1 736 670,00	168 188,95	168 188,95	0,00	0,00	1 568 481,05
- Titres immobilisés MEDITRINE.....	827 463,91	823 757,00	823 757,00	- 3 706,91	0,00	3 706,91	3 706,91	823 757,00
- Titres immobilisés SCPI.....	4 999 305,00	4 999 305,00	4 999 305,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 999 305,00
- Titres immobilisés.....	18 283 498,75	18 455 074,45	18 455 074,45	171 575,70	171 575,70	0,00	0,00	18 283 498,75
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	25 697 909,15
TOTAL DU PORTEFEUILLE-TITRES	52 324 078,06	52 920 641,77	52 920 641,77	611 510,90	615 217,81	3 706,91	3 706,91	52 320 371,15

La position adoptée avec constance depuis 2009 par le Comité des placements a consisté à privilégier systématiquement la sécurité et la liquidité des placements. Le portefeuille est donc majoritairement investi en certificats de dépôt, comptes à terme et comptes courant rémunérés dont la sécurité a pour contrepartie une rémunération indexée sur les taux court terme. La sélection des fonds est effectuée par le Comité des placements, lequel se réunit chaque trimestre pour décider des arbitrages à effectuer et s'assurer du respect des limites. La valeur d'inventaire des titres est comparée au coût d'entrée pour chaque catégorie. Au 31/12/2020, les plus-values latentes représentent un total de 341 508,24 euros, les moins-values latentes représentent un total de 3 706,91 euros. Les titres sont comptabilisés pour leur valeur d'acquisition. En cas de cession, c'est la méthode FIFO ou PEPS (premier entré, premier sorti) qui est utilisée. Les plus-values latentes sont intégralement réintégrées pour la détermination du bénéfice fiscal. La provision pour dépréciation des OPCVM a été réintégrée pour la détermination du bénéfice fiscal, les moins-values latentes ont été intégralement déduites du bénéfice fiscal.

1.3. Les dettes subordonnées : les Fonds Mutuels de Garantie. Il existe huit

Fonds Mutuels de Garantie : un fonds « court terme 1 », pour les prêts dont la durée de vie n'excède pas 36 mois. Ce fonds mutuel n'est plus alimenté ; un fonds « court terme 2 », créé au 01/01/1997 pour les prêts dont la durée de vie n'excède pas 36 mois ; un fonds « moyen terme non hypothécaire 1 », pour les prêts dont la durée excède 36 mois et qui ne sont pas assortis d'une prise d'hypothèque. Ce fonds mutuel n'est plus alimenté ; un fonds « moyen terme non hypothécaire 2 », créé au 01/01/1997 pour les prêts dont la durée excède 36 mois et qui ne sont pas assortis d'une prise d'hypothèque ; un fonds « moyen ou long terme hypothécaire », pour tous les prêts assortis d'une prise d'hypothèque, à l'exclusion des prêts conventionnés ; un fonds « conventionné », pour les prêts conventionnés ; un fonds mutuel prêt personnel créé au 01/01/2006 et recensant tous les prêts personnels cautionnés par CRESERFI et ce indépendamment de la durée des prêts. Ce fonds mutuel n'est plus alimenté depuis janvier 2007 suite à la décision de suspendre la distribution de prêts personnels cautionnés par CRESERFI ; un fonds mutuel prêts immobiliers créé au 01/01/2006 et recensant tous les prêts immobiliers cautionnés avec ou sans hypothèque. Il n'y a pas de sur-mutualisation des fonds mutuels.

Situation des Fonds Mutuels de Garantie.

Etat des fonds mutuels de garantie	Court terme 1	Court terme 2	Moyen ou long terme non hypothécaires 1	Moyen ou long terme non hypothécaires 2	Prêts personnels	Moyen ou long terme hypothécaires	Prêts conventionnés	Prêts immobiliers	Ensemble
Créa. sur les éts de crédit, CCP.....	173 603,94	95 277,25	117 150,36	2 995 299,99	894 395,55	7 985 162,88	1 289 685,08	5 011 577,94	18 562 152,99
Créa. s/la clientèle (créa. douteuses)...	29 684,06	25 570,19	160 572,57	115 217,83	59 641,22	1 408 234,88	39 656,19	6 557 564,17	8 396 141,11
Oblig. et autres tit. à revenu fixe.....	0,00	38,36	-	51,16	1 664,93	11 327,44	-	-	13 081,89
Actions et aut. titres à revenu var. ...	-	-	781 378,00	-	-	-	-	-	781 378,00
TOTAL ACTIF DU BILAN	203 288,00	120 885,80	1 059 100,93	3 110 568,98	955 701,70	9 404 725,20	1 329 341,27	11 569 142,11	27 752 753,99
Comptes créditeurs de la clientèle...	10 602,71	-	12 025,12	-	-	-	19 956,05	15 724,30	58 308,18
Dépôts de gar. à caractère mutuel...	192 685,29	120 885,80	1 047 075,81	3 110 568,98	955 701,70	9 404 725,20	1 309 385,22	11 553 417,81	27 694 445,81
- Dépôts de gar. des prêts en cours	-	720,00	- 978,72	- 4 212,72	- 4 272,00	1 516 562,67	- 2 712,52	6 106 285,80	7 611 392,51
- Retenues mutualistes.....	192 685,29	120 165,80	1 048 054,53	3 114 781,70	959 973,70	7 888 162,53	1 312 097,74	5 447 132,01	20 083 053,30
TOTAL PASSIF DU BILAN	203 288,00	120 885,80	1 059 100,93	3 110 568,98	955 701,70	9 404 725,20	1 329 341,27	11 569 142,11	27 752 753,99

1.4. Les capitaux propres hors FRBG. **1.4.1. Le capital social.** Le capital est composé de 3 700 000 actions, entièrement libérées, qui ont les mêmes droits. Le CSF possède 48,05 % des actions de la société CRESERFI. **1.4.2. Les réserves. Ventilation des réserves et mouvements de l'exercice.** Réserve légale, Montant en début et en fin d'exercice : 5 640 613,60, Autres réserves, Montant en début d'exercice : 65 433 066,41, Affectations : 1 448 858,84, Montant en fin d'exercice : 66 881 925,25, Total, Montant en début d'exercice : 71 073 680,01, Affectations : 1 448 858,84, Montant en fin d'exercice : 72 522 538,85. **1.4.3. Le report à nouveau.** Néant. **1.4.4. Variation des capitaux propres.**

Postes du bilan	Situation à l'ouverture	Augmentation	Diminutions	Résultat 2019	Situation à la clôture
Capital.....	56 406 136,00	-	-	-	56 406 136,00
Réserve légale.....	5 640 613,60	-	-	-	5 640 613,60
Réserves facultatives.....	65 433 066,41	1 448 858,84	-	-	66 881 925,25
Résultat 2019.....	1 448 858,84	-	1 448 858,84	-	0,00
SOUS-TOTAL	128 928 674,85	1 448 858,84	1 448 858,84	-	128 928 674,85
Résultat de l'exercice.....	-	-	-	741 125,80	741 125,80
TOTAL	128 928 674,85	1 448 858,84	1 448 858,84	741 125,80	129 669 800,65

1.5. Informations diverses sur le bilan. **1.5.1. Détail du poste créances sur les établissements de crédit.** Comptes ordinaires et Total, Montant brut et net : 64 703 369,81. **1.5.2. Détail du poste créances sur la clientèle.** Crédits de trésorerie, encours total, Montant brut et net : 23 131 174,51, Crédits de trésorerie, encours douteux, Montant brut et net : - 82 837,07, Crédits de trésorerie, encours douteux compromis, Montant brut et net : - 13 829,76, Créances douteuses sur fonds mutuels, Montant brut et net : 7 898 484,46, Créances douteuses autres que fonds mutuels, Montant brut : 1 210 713,13, Dépréciation : 355 721,00, Montant net : 854 992,13, Créances rattachées aux créances douteuses, Montant brut : 566 124,48, Dépréciation : 469 456,65, Montant net : 96 667,83, Total, Montant brut : 32 709 829,75, Dépréciation : 825 177,65, Montant net : 31 884 652,10.

1.5.3. Ventilation des créances et des dettes selon leur durée résiduelle	Montant net	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans	A durée indéterminée
Créances :						
- Caisse, banques centrales.....	15,80	15,80	0,00	0,00	0,00	0,00
- Sur les établissements de crédit.....	64 703 369,81	64 703 369,81	0,00	0,00	0,00	0,00
- Sur la clientèle.....	31 880 945,19	2 614 741,96	6 720 747,44	13 219 094,02	479 924,26	8 846 437,51
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe.....	15 320 694,09	4 320 694,09	4 000 000,00	5 000 000,00	2 000 000,00	0,00
- Autres actifs.....	10 167 302,27	4 559 791,22	0,00	5 607 511,05	0,00	0,00
Dettes :						
- Envers la clientèle.....	3 496 419,19	3 496 419,19	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres passifs.....	7 384 614,57	7 191 691,42	0,00	192 923,15	0,00	0,00
- Dépôts de garantie à caractère mutuel.....	28 774 635,49	325 958,70	197 891,81	1 219 866,36	5 882 842,35	21 148 076,27

1.5.4. Ventilation des créances et des dettes selon les liens de participation. Entreprises liées. Créances, Autres actifs : 1 046 275,36, Dettes, Autres passifs : 261 285,14. **1.5.5. Montants des intérêts courus ou échus, à recevoir ou à payer, attachés à chaque poste de bilan.** A recevoir. Créances sur la clientèle, Echus : 870 468,26, Obligations et autres titres à revenu fixe, Courus : 14 947,19, Total, Courus : 14 947,19, Echus : 870 468,26. **1.5.6. Autres actifs et passifs. Autres actifs,** Clients : 2 092 099,11, Fournisseurs débiteurs : 92 101,54, Créances sur le personnel : 58 088,55, Créances sur les organismes sociaux : 39 064,51, Créances sur l'Etat : 879 141,40, Comptes courants du groupe : 1 046 275,36, Dépôts de garantie versés : 5 607 511,05, Débiteurs divers : 2 728,67, Produits à recevoir : 350 292,08, Total : 10 167 302,27, **Autres passifs,** Fournisseurs : 1 241 986,11, Fournisseurs d'immobilisations : 333 733,07, Clients : 3 723,20, Dépôts de garantie reçus : 192 923,15, Personnel : 2 248 753,27, Organismes sociaux : 1 782 306,26, Etat : 1 060 302,36, Comptes courants du groupe : 261 285,14, Créateurs divers : 229 596,98, Charges à payer : 30 005,03, Total : 7 384 614,57. **1.5.7. Comptes de régularisation.** Charges constatées d'avance et Total : 174 301,95, Produits

perçus d'avance et Total : 791 995,74. **1.5.8. Provisions.** Risque condamnation contentieux recouvrement, 31/12/2020 : 2 300,00, 31/12/2019 : 71 458,05, Risque de litiges prud'homaux, 31/12/2020 et 31/12/2019 : 73 133,06, Risque sur engagement retraite mandataires sociaux, 31/12/2020 et 31/12/2019 : 272 167,25, Risque sur engagement retraite des salariés, 31/12/2020 : 1 252 113,10, 31/12/2019 : 1 069 387,06, Total, 31/12/2020 : 1 599 713,41, 31/12/2019 : 1 486 145,42. **Provisions réglementées.** Néant. **Fonds pour risques bancaires généraux.** Fonds pour risques bancaires généraux et Total, 31/12/2020 et 31/12/2019 : 5 945 511,67. **1.5.9. Dépréciations par poste d'actif.** Créances sur la clientèle, 31/12/2020 : 825 177,65, 31/12/2019 : 894 480,65, Actions et autres titres à revenus variables, 31/12/2019 : 42 280,00, Participations et activités de portefeuille, 31/12/2020 : 3 706,91, Autres actifs, Dépréciation des comptes clients, 31/12/2020 : 85 705,03, 31/12/2019 : 93 439,40, Total, 31/12/2020 : 914 589,59, 31/12/2019 : 1 030 200,05.

2 - LE HORS-BILAN. Il se compose comme suit au 31/12/2020 : **Engagements donnés.** Cautions données sur prêts en cours : 99 551 729,27 euros. En contrepartie des engagements de garantie, les actifs reçus en garantie, sont constitués par la trésorerie et les titres de placement des fonds mutuels de garantie, soit 28 774 635,49 euros. Engagement donné en faveur des établissements de crédit : 100 000,00 euros. **Engagements reçus.** Garanties reçues d'établissements de crédit : 8 850,00 euros. **Engagements sur instruments financiers à terme.** Néant.

3 - LE COMPTE DE RESULTAT. Le produit net bancaire passe de 33 214 991,36 euros en 2019 à 29 492 310,73 euros en 2020. Il y a lieu de rappeler que, dans le cadre de la Société en participation, CRESERFI apporte à la SEP la totalité des produits de l'activité crédit. Le résultat brut d'exploitation passe de 1 045 319,55 euros en 2019 à 750 272,39 euros en 2020. Les notes suivantes recensent tous les produits et charges constituant le compte de résultat.

3.1.0. Intérêts et produits assimilés. Produits. Intérêts sur comptes ordinaires : 99 382,11, Créances commerciales : 24 209,85, Intérêts sur crédits de trésorerie : 775 054,61, Intérêts sur crédits restructurés plans surendettement : 12 045,87, Intérêts sur créances douteuses : 135 455,48, Intérêts sur titres de placement : 43 855,86, Reprises de dépréciation sur opérations avec la clientèle : 26 571,09, Dotations aux dépréciations sur opérations avec la clientèle : - 34 651,09, Pertes sur créances douteuses rattachées irrécouvrables, - 61 255,55, Total : 1 020 668,23. Dans ce tableau sont listées les dotations et reprises de provisions et dépréciations, les pertes et récupérations de pertes relatives aux créances douteuses rattachées (intérêts de retard).

3.1.1. Intérêts et charges assimilés. Charges. Intérêts sur comptes ordinaires et total : 335,67. CRESERFI n'a plus d'emprunt, les lignes sont intégralement remboursées depuis 2012.

3.1.2. Commissions. Commissions (produits). Autres produits : 24 146 431,37, Commissions d'apports : 9 366 254,20, Frais de dossiers : 1 915 949,01, Souscription présentation contrats groupes : 12 864 228,16, Total : 24 146 431,37.

Commissions (charges). Commissions, Commissions bancaires diverses et Total : 49 658,23. Le poste commissions d'apports s'élève à 9 366 254,20 euros. Il y a lieu de noter que les prêts avec une rémunération flat représentent désormais la quasi-totalité de la production après leur montée en puissance engagée sur 2007.

3.1.3. Gains et pertes sur opérations des portefeuilles. Plus-values de cession sur titres de placement : 643 873,02, Reprise de dépréciations sur titres de placement : 42 280,00, Moins-values de cession sur titres de placement : - 85 939,00, Total : 600 214,02. Les plus-values nettes dégagées au cours de l'exercice ont atteint 643 873,02 euros. Les moins-values et dépréciations supportées sur l'exercice se sont élevées pour leur part à 43 659,00 euros.

3.1.4. Autres produits d'exploitation bancaire. Solde quote-part sur opérations d'exploitation faites en commun : 2 088 076,12, Produits des activités non bancaires : 910 587,15, Autres produits accessoires : 23 512,43, Subventions d'exploitation reçues : 15 702,95, Reprise pour risques clients douteux : 25 761,71, Autres produits : 2,05, Total : 3 063 642,41.

3.1.5. Autres charges d'exploitation bancaire. Autres charges diverses d'exploitation : 59 743,48, Dotation pour risques clients douteux : 18 027,34, Total : 77 770,82.

3.1.6. Autres charges générales d'exploitation. Charges du personnel : 19 572 557,44, Dont : Salaires et traitements : 12 240 117,91, Charges et traitements : 1 098 670,63, Autres charges sociales : 4 394 260,00, Intéressement des salariés : - 62,40, Charges fiscales sur salaires : 1 839 571,30, Impôts et taxes : 782 825,09, Services extérieurs : 7 255 854,07, Dont : Locations : 1 782 618,42, Transports et déplacements : 134 227,31, Autres services extérieurs : 5 339 008,34, Charges refacturées : - 285 406,29, Charges refacturées transférées : - 30 642,73, Variations des provisions d'exploitations, Dotations provisions : 182 726,04, Total : 27 477 913,62.

3.1.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles. Dotations aux amortissements, Immobilisations incorporelles : 74 872,46, Immobilisations corporelles : 1 189 252,26, Total : 1 264 124,72.

3.1.8. Coût du risque. Pertes sur créances irrécupérables couvertes par provisions : 78 195,50, Reprises de dépréciations sur créances douteuses clients : - 77 383,00, Récupérations sur créances amorties : - 40,83, Total : 771,67. Le coût du risque s'établit à 771,67 euros contre 34 235,41 euros en 2019. Les pertes comptabilisées représentent 77 383,00 euros. Il est rappelé que le coût du risque comprend les dotations et reprises de provision, les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.1.9. Gains ou pertes sur actifs immobilisés. VNC des actifs cédés : - 53 947,79, Produit de cession : 210 000,00, Dotations dépréciation immobilisations financières : - 3 706,91, Total : 152 345,30.

3.1.10. Résultat exceptionnel. Produits exceptionnels, Total : 97 213,51, Produits exceptionnels sur le recouvrement : 15 848,31, Chèques périmés : 12 207,15, Reprise sur provision exceptionnelle : 69 158,05, Charges exceptionnelles, Total : 10 401,73, Charges exceptionnelles sur le recouvrement : 2 647,89, Pénalités amendes : 164,00, Remboursements divers aux adhérents : 7 589,84, Total : 86 811,78. Les remboursements divers aux adhérents s'élèvent à 7 589,84 euros. Ils comprennent principalement les prises en charge de réclamations sur prêts à taux variables effectuées directement par CRESERFI.

3.1.11. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts. Accroissements. Néant. **Allègements.** Provisions et amortissements non déductibles l'année de comptabilisation, Fonds pour risques bancaires généraux (5 945 511,67 x 26,50 %) : 1 575 561, Organic 2020 (11 096,00 x 26,50 %) : 2 940, Créances douteuses (437 039,88 x 18,85 % x 26,50 %) : 21 831, Retraite salariés et mandataires sociaux (1 524 280,35 x 26,50 %) : 403 934, Plus-value nette latente sur OPCVM-DEXCAPI (341 508,24 x 26,50 %) : 90 500, Total allègements de la dette future d'impôts : 2 094 766.

4 - AUTRES INFORMATIONS. 4.1. Affectation du résultat (en euros).

a) Affectation du résultat de l'exercice 2019. Dotation aux autres réserves : 1 448 858,84. Selon résolution adoptée par l'Assemblée Générale du 28/05/2020.

b) Proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2020. Le résultat distribuable s'élève 741 125,80 euros. Il est proposé de l'affecter de la manière suivante : Distribution de dividendes : 741 125,80. Selon résolution proposée à l'Assemblée Générale du 27/05/2021.

4.2. Sur les filiales et participations. Néant.

4.3. Informations sur les biens pris en crédit-bail. Néant.

4.4. Jetons de présence. Il a été versé en 2020 aux membres du Conseil d'administration 59 500 euros au titre des jetons de présence.

4.5. Informations sur le personnel.

a) Effectif en activité au 31/12/2020. Cadres : 60, Employés : 201, Total : 261.

4.6. Médaille du travail. Dans le cadre de l'application de la recommandation CNC n° 2003-R-01 du 01/04/2003, l'évaluation des engagements de CRESERFI au titre des médailles du travail peut être considérée comme non significative. Aucune provision n'a donc été constituée à ce titre.

4.7. Honoraires des Commissaires aux comptes. Honoraires relatifs à l'exercice 2020. Certification des comptes et total. CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIES et AFI AUDIT : 61 600,00, Total : 123 200,00.

4.8. Contrat d'intéressement. Un accord d'intéressement a été signé en 2019 se basant sur le résultat SEP, constituée des sociétés formant l'UES, et sa progression. Cet objectif lié directement à la progression du résultat SEP n'a pas été atteint en 2020.

4.9. Impact du COVID sur les résultats de l'entreprise. L'exercice 2020 a été marqué par la pandémie de Covid-19 qui a eu de fortes répercussions sur l'activité de l'entreprise et par conséquent sur les postes du compte de résultat.

Produits de l'exercice. Le confinement généralisé de la population a eu comme incidence directe une chute des demandes de crédits immobiliers ou personnels des adhérents d'environ deux tiers voire plus pour certaines agences, et a également fortement entravé les actions partenariales auprès des administrations. Face à ces difficultés, la majorité des rendez-vous et du suivi des adhérents ont été des rendez-vous téléphoniques dont les taux de transformation sont plus faibles que lors de rendez-vous en agences ou en point rencontre. Le taux de transformation d'un rendez-vous téléphonique est estimé à 5,50 %, ce qui entraîne une baisse de rendement de l'ordre de 35,20 % sur les trois derniers trimestres. Les produits générés par CRESERFI se composent de produits récurrents (issus des exercices précédents) et de produits « Flat ». La baisse d'activité et de concrétisation ont par conséquent des impacts sur le chiffre d'affaires 2020 et des effets sur les exercices futurs sont anticipés.

Charges de l'exercice. Face à la baisse de l'activité consécutive au confinement, la société a favorisé à compter du 01/04/2020 jusqu'à fin juillet 2020 d'une part le télétravail pour les fonctions éligibles et essentielles et d'autre part a eu recours à l'activité partielle. En fonction des besoins de l'activité et de la mise à disposition de moyens informatiques, certaines fonctions « non éligibles » initialement ont pu reprendre progressivement durant cette période. Pour CRESERFI, le recours au télétravail et au chômage partiel sur cette période est estimé : Collège. Cadres, Activité en télétravail en pourcentage : 57 %, Chômage partiel en pourcentage : 43 %, Employés, Activité en télétravail en pourcentage : 25 %, Chômage partiel en pourcentage : 75 %, Moyenne, Activité en télétravail en pourcentage : 33 %, Chômage partiel en pourcentage : 67 %. Afin de limiter le recours à l'activité partielle, des dispositifs sur les prises de congés payés et de RTT ont été appliqués en accord avec les organisations syndicales. L'impact des charges de personnel (économie) sur le résultat est évalué à 224 798 euros. Celui-ci comprend les économies réalisées par le dispositif « activité partielle » et les mesures prises par CRESERFI pour assurer un maintien de salaire pour les commerciaux sur l'année 2020. L'entreprise n'a pas eu recours au Prêt Garanti par l'Etat au cours de l'exercice.

AFFECTATION DU RESULTAT. L'Assemblée Générale Ordinaire, constatant que le bénéfice de l'exercice clos au 31/12/2020 s'élève à 741 125,80 euros décide de l'affecter comme suit : Distribution de dividendes : 741 125,80 euros.

EXTRAIT DU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES. Opinion. En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CRESERFI relatifs à l'exercice clos le 31/12/2020, tels que joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. **Fondement de l'opinion. Référentiel d'audit.** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance. Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations. La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits. C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne : la note I.3.a « Informations complémentaires - Société en Participation » de l'annexe qui expose le principe d'intégration dans le résultat de la société CRESERFI du résultat de la Société en participation (« SEP »). Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de calcul des clés de répartition, nous avons vérifié les écritures comptables de quote-part de résultat de la SEP dans la société CRESERFI et nous nous sommes assurés que la note I.3.a de l'annexe fournit une information appropriée ; la note I.4 « Risque de crédit » de l'annexe qui expose le risque de crédit (définitions, règles relatives à la segmentation des encours, aux créances douteuses, aux provisionnements, etc.). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fonde l'approche retenue par votre société, sur la base des éléments disponibles à ce jour, pour estimer ce risque et mettre en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de la méthode conduisant à la couverture de ce risque par des dépréciations. Nous nous sommes assurés que la note I.4° de l'annexe fournit une information appropriée ; la

3.1.12. Impôt sur les bénéfices	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
Résultat courant	901 846	223 225	678 621
Résultat exceptionnel	86 812	24 307	62 504
RESULTAT COMPTABLE.....	988 658	247 533	741 125
Méthodes de répartition de l'impôt :			
- Résultat courant.....	901 846		
- Réintégrations.....	845 455		
- Déductions.....	- 842 927		
TOTAL	904 374	28,00 %	140 000
		28,00 %	113 225
Crédit d'impôt Dons-Mécénat	- 50 000	60,00 %	- 30 000
TOTAL			223 225
Résul. except. selon plan comptable général	86 812	28,00 %	24 307
TOTAL			24 307
I.S. 2020 A PAYER.....			247 532
I.S. NET 2020 EN RESULTAT			247 532

note II.1.2 « Les Titres » de l'annexe qui expose la position retenue par la société CRESERFI pour la valorisation du portefeuille titres. Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent les valeurs d'inventaire. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations retenues par la société CRESERFI. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. **Vérifications spécifiques.** Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires. **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.** Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du

Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce. **Informations relatives au gouvernement d'entreprise.** Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce. Fait à Paris et Levallois-Perret, le 29 avril 2021, CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIES, Commissaire aux comptes, Membre de la Compagnie Régionale de Paris : Jean-Jacques DEDOUIT, Mohcine BENKIRANE ; AFI AUDIT, Commissaire aux comptes, Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre : Yannis GIRAUD.
Le rapport de gestion est disponible sur demande au siège social situé au 9, rue du Faubourg Poissonnière - 75009 PARIS.